

SEANCE : Ethique, culture et les relations internationales

Antonios Vlassis, SciencesPo Bordeaux-SPIRIT

vlassis.antonios@gmail.com

Construire une « société civile internationale » :

Cartographie et anatomie de la société civile internationale en matière de diversité culturelle

Version provisoire, ne pas citer sans l'accord de l'auteur

*Communication présentée lors du Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique,
1-3 juin, Université Concordia.*

Adoptée par l'UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) en 2005 et entrée en vigueur en 2007, la Convention sur la diversité des expressions culturelles (CDC) a déjà reçu l'adhésion de 115 États – dont la France, le Royaume-Uni, le Canada, la Chine, l'Inde, l'Australie, le Brésil – et de la Communauté européenne. En effet, la CDC admet explicitement la spécificité des produits et services culturels et la légitimité de l'intervention publique dans le secteur culturel, en intégrant ces principes dans une finalité plus large, celle de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles, objectif qui « apparaît pour la première fois en droit positif »¹. (Kolliopoulos 2005 : 488). En outre, elle reconnaît la culture en tant qu'aspect essentiel du développement et entend renforcer la coopération culturelle internationale à travers l'échange d'informations et d'expertise entre les États parties et la mise en place d'un Fonds international pour la diversité culturelle.

Afin de diffuser la diversité des expressions culturelles et construire un instrument international juridique consacré à celle-ci, deux réseaux transnationaux de société civile se sont établis: le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) et les Coalitions nationales pour la diversité culturelle, dont l'action est supposée affecter la distribution des normes et des idées concernant la régulation de l'interface « commerce-culture » à l'échelle mondiale. Ces réseaux transnationaux offrent ainsi une perspective de l'émergence d'une société civile internationale en matière de diversité culturelle, en étant partie prenante des modes de gouvernance mondiale. Ils se transforment, tant dans le corpus juridique que dans l'imaginaire politique, en un acteur international à part entière et un dépositaire de l'enjeu de la diversité culturelle (*stakeholder*). Selon l'article 11 de la CDC :

¹ Alexandros Kolliopoulos, « La Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles », *Annuaire français de droit international*, vol. 51, 2005, p. 488.

« Les Parties reconnaissent le rôle fondamental de la société civile dans la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et encouragent sa participation active à leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de la présente Convention »².

Depuis le début des années 1990, associé au processus de la gouvernance mondiale, le concept de société civile internationale, transnationale ou globale s'est propulsé dans l'actualité à la fois politique et scientifique³. La société civile, en tant que catégorie politique de l'espace intérieur⁴, est au fur et à mesure transposée au niveau mondial, attachée aux enjeux planétaires et à des nouveaux acteurs. D'après Zaki Laidi, la société civile se considère comme « une sphère sociale de jugement constituée en dehors de l'État et du marché pour influencer, infléchir ou contrarier les choix collectifs nationaux ou globaux »⁵. Entre réalité internationale et aspiration intellectuelle, plusieurs analystes assistent donc à l'avènement d'une société civile internationale, marqué par la montée du transnationalisme⁶ et la contestation de l'ordre politique et économique global. Devenue « une sorte de point de rencontre »⁷ des études en RI de l'après-guerre froide, la société civile internationale – ensemble apparemment homogène, en partageant les mêmes valeurs – se compose d'une galaxie d'acteurs non étatiques comme des mouvements sociaux, des réseaux transnationaux, des organisations non-gouvernementales, des altermondialistes, des associations qui visent à briser les frontières, les territoires et les appartenances strictement nationales.

² UNESCO, *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, CLT-2005/CONVENTION DIVERSITE-CULT REV., Paris, UNESCO, 20 octobre 2005.

³ Louise Amoore, Paul Langley, 2004, « Ambiguities of global civil society », *Review of International Studies*, 30, p. 89.

⁴ La formulation moderne du concept de société civile vient de Hegel. Comme l'explique Thierry de Montbrial, le philosophe a pris acte de la séparation de la « vie civile » et de la « vie politique », conséquence de la révolution industrielle et de l'effondrement de l'Ancien Régime, de même que les mutations actuelles peuvent être interprétées comme les conséquences de la révolution des technologies de l'information et de l'effondrement du système soviétique. De son côté, Ernest Gellner souligne qu'à l'opposition des régimes communistes ou fondamentalistes, l'existence de la société civile apparaît comme un élément inséparable de la démocratie pluraliste et comme une condition de liberté et d'émancipation. Ernest Gellner définit la société civile au sein d'un espace intérieur spécifique comme cet ensemble d'institutions non gouvernementales, qui est suffisamment fort pour contrebalancer l'Etat et qui peut empêcher l'Etat de dominer et d'atomiser le reste de la société. MONTBRIAL Thierry de, *L'action et le système du monde*, Paris, PUF, 2002, p. 283 ; GELLNER Ernest, *Conditions of Liberty: Civil society and its Rivals*, Hamish Hamilton, Londres, 1994. Le titre de son livre fait une allusion au livre de Karl POPPER, *The Open Society and its Enemies*.

⁵ Zaki Laidi, 2004, *La grande perturbation*, Paris, Champs Flammarion, p. 42.

⁶ Les relations transnationales se définissent comme « toute relation qui, par volonté délibérée ou par destination, se construit dans l'espace mondial au-delà du cadre étatique national qui se réalise en échappant au moins partiellement au contrôle et à l'action médiatrice des Etats ». Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, 1999, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de Sciences, 3ème ed., p. 66.

⁷ Sunil Khilnani, 2001, « La "société civile", une résurgence », *Critique internationale*, n°10, janvier, p. 39.

Comme l'explique Virgile Perret⁸, nous retrouvons trois traditions philosophiques sur le concept de société civile et son rôle en relations internationales. De prime abord, fondée sur les conceptions d'Adam Smith, l'approche libérale voit la société civile comme une réponse fonctionnelle au déclin de la capacité et de la volonté des gouvernements d'assumer leur rôle prépondérant dans les relations internationales, comme l'acteur précieux d'une « gouvernance sans gouvernement ». En ce sens, la société civile assume des fonctions essentielles de « gouvernance démocratique ». Ensuite, issue notamment d'Antonio Gramsci, la conception marxiste considère la société civile internationale comme un lieu de résistance face à l'hégémonie néolibérale, le contre-pouvoir d'une globalisation financière et l'acteur de proposition d'un ordre mondial alternatif. Enfin, la conception kantienne aborde la société civile transnationale comme un champ d'action fondé sur l'éthique de solidarité et une instance de socialisation à la démocratie cosmopolite et au service d'un intérêt universel.

Pour cerner la nature politique de la société civile internationale en matière de diversité culturelle (SCIDC) et comprendre son apport à la construction politique de la CDC, cet article se penche sur le processus de son émergence. L'objectif est plutôt de problématiser le concept de société civile internationale en tant que sphère publique d'association volontaire et spontanée, isolée et distincte de l'édifice étatique, en mettant autant l'accent sur son incohérence et son ambiguïté analytique. Nous souhaitons alors analyser ses ressources de légitimité et ses capacités d'action en fonction des pratiques d'autres acteurs majeurs de l'enjeu de la diversité culturelle, comme les gouvernements français et canadien, l'UNESCO et l'Organisation internationale de la Francophonie. En premier lieu, nous entendons faire une cartographie de la SCIDC, mettant en lumière les stratégies et les modes d'action du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) et des Coalitions pour la diversité culturelle. En deuxième lieu, nous chercherons à mettre l'accent sur les asymétries et les inégalités au sein de la société civile, ainsi que sur les rapports de cette dernière avec les gouvernements nationaux⁹.

⁸ Virgile Perret, 2003, « Les discours sur la société civile en relations internationales : portée et enjeux pour la régulation démocratique de la mondialisation », *Etudes internationales*, vol. 34, n°3, pp. 381-399.

⁹ Soulignons que méthodologiquement, notre étude s'appuie sur une analyse microsociologique, utilisant d'une approche qualitative, notamment l'observation qui nous oblige à une grande immersion dans notre terrain de

Paragraphe 1 :

La cartographie de la « société civile internationale » en matière de diversité culturelle

On peut distinguer deux « représentants » de la société civile: d'une part, les Coalitions nationales pour la diversité culturelle et d'autre part, le RIDC. Alors que tous les deux convergent largement sur les objectifs à réaliser (élaboration d'une CDC, légitimation de la souveraineté culturelle et de la spécificité des biens culturels), ils ne cherchent pas à coopérer et affichent des divergences sur l'organisation, leur mode d'action et leur stratégie. En d'autres termes, ils défendent la même cause (diversité culturelle), mais ne possédant pas le même référentiel et répertoire d'action.

A) Les Coalitions nationales pour la diversité culturelle

Le modèle d'organisation de la Coalition consiste en un regroupement d'organisations professionnelles dans une coalition nationale qui représente un répertoire riche (audiovisuel, musique, spectacle vivant) et toutes les professions de création (producteur, distributeur, auteur, technicien). Ce modèle - qui ambitionne de représenter l'ensemble de la communauté créative d'un pays - est mis en œuvre par la Coalition canadienne en 1998, en inspirant par suite plusieurs organisations professionnelles. A la différence du mouvement altermondialiste qui est connoté politiquement, les Coalitions ne cherchent qu'à défendre les intérêts du secteur culturel d'un pays, sans exprimer une certaine appartenance partisane.

Grâce à ses ressources financières, sociales et politiques, le Comité de vigilance français - qui devient Coalition française pour la diversité culturelle le 21 janvier 2004 - partage avec la Coalition canadienne le leadership et la coordination du mouvement. Les Coalitions française et canadienne visent à construire des alliances et à établir des structures afin de mieux diffuser leurs idées, de mettre en valeur leur action, ainsi que de faire prévaloir leurs intérêts. Au bout de dix ans, elles mettent sur

recherche. Les sources qui ont été consultées pour ce travail sont au nombre de trois : les sources primaires écrites, les sources primaires orales (entretiens) et les sources secondaires (analyses menées par d'autres chercheurs).

piéd trois structures qui transforment le réseau des Coalitions en acteur majeur de l'enjeu : le Comité de liaison pour la diversité culturelle (CIL), la Fédération internationale des Coalitions pour la diversité culturelle (FICDC) qui succède au CIL et le Comité européen des Coalitions européennes.

- a. En mars 2003, le Comité de vigilance et les neuf coalitions existantes décident de mettre en place un comité de liaison entre elles, en vue de coordonner leur action et de faciliter l'émergence de coalitions dans d'autres pays. Le Comité est animé principalement par les Coalitions canadienne et française qui assurent le co-secrétariat et la publication de « Coalitions en Mouvement », un bulletin périodique sur le débat culture/commerce. Il s'agit d'une organisation informelle dont le siège est situé à Paris et à Montréal. Le CIL obtient le statut d'observateur auprès de l'UNESCO et il est formellement consulté par celle-ci sur le contenu de la Convention sur la diversité culturelle. Elle s'est remplacée par la FICDC.
- b. Le 19 septembre 2007, la Fédération internationale des Coalitions pour la diversité culturelle s'est créée par 42 Coalitions pour la diversité culturelle¹⁰, regroupant 600 organisations professionnelles de la culture et présidée par Rasmane Ouedraogo (Coalition burkinabé pour la diversité culturelle). Elle est constituée en société au Canada, a son siège à Montréal et dispose d'une représentation permanente auprès de l'UNESCO, au siège de la Coalition française. Ses objectifs sont la participation active dans la mise en œuvre de la Convention, le soutien au processus de ratification de la Convention, le renforcement de la participation de la société civile, ainsi que la pression aux Etats contre la libéralisation du marché culturel.

¹⁰ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Congo, Corée du Sud, Cote d'Ivoire, Equateur, France, Espagne, Gabon, Guinée, Hongrie, Île Maurice, Irlande, Italie, Maroc, Mali, Mexique, Niger, Nouvelle - Zélande, Paraguay, Pérou, Portugal, Royaume Uni, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Togo, Tchad, Tunisie, Uruguay, Venezuela.

- c. A l'initiative de la Coalition française, les Coalitions européennes lancent un Comité européen des Coalitions, en janvier 2005, pour faire entendre leur voix auprès des autorités européennes, concernant l'enjeu de la diversité culturelle et de la libéralisation du secteur audiovisuel.

Par ailleurs, les Coalitions nationales se mobilisent auprès des plusieurs instances internationales et arènes institutionnelles : les gouvernements nationaux, le Réseau international pour la politique culturelle, l'OIF, l'UNESCO, ainsi que l'Union européenne. Leur mode d'action n'est pas différent de celui des groupes d'intérêt¹¹. Elles prennent en charge les préoccupations sociales, tout en militant au nom d'une grande cause comme celle de la diversité culturelle et ambitionnent d'influencer les responsables au sein des instances nationales, régionales et internationales – dans un sens favorable à leurs intérêts catégoriels. Elles disposent d'un répertoire d'action varié afin de promouvoir leurs idées et d'infléchir le processus de la prise de décision. On peut principalement distinguer trois types d'action¹² :

¹¹ « Dans son acception la plus large, la notion de groupe d'intérêt est définie comme une entité qui cherche à représenter les intérêts d'une section spécifique de la société dans l'espace public. Dans une compréhension plus étroite, le groupe d'intérêt est défini comme une organisation constituée qui cherche à influencer les pouvoirs politiques dans un sens favorable à son intérêt. Alors que la première définition permet de concevoir le groupe d'intérêt comme un acteur qui cherche à influencer non seulement les pouvoirs politiques, mais également d'autres groupes ou l'opinion publique plus générale, la seconde définition insiste davantage sur le lien qui existe entre les pouvoirs politiques et le groupe, d'où la notion de groupes de pression. Ces deux compréhensions montrent les défis auxquelles est confronté tout exercice de définition de la notion et qui tournent autour de trois éléments : le terme d'intérêt, d'organisation constitué et, enfin, l'influence exercée sur les pouvoirs politiques ». GROSSMAN Emiliano, SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Collin, 2006, p. 11.

¹² Comme le soulignent Keck et Sikkink, les réseaux transnationaux développent une grille des stratégies et des techniques qui peuvent se distinguer en quatre : *information politics* ; *symbolic politics* ; *leverage politics* ; and *accountability politics*. KECK Margaret E., SIKKINK Kathryn, *Activists beyond the borders, Advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 200.

Parallèlement, Philippe Ryfman articule les stratégies des ONG en trois : l'expertise ; le lobbying auprès des décideurs et des media, ainsi que l'action de plaidoyer (*advocacy*) des opinions publiques ; la volonté de construire de nouveaux rapports de force d'adversaires/partenaires avec des entreprises transnationales, des Etats et des Organisations Internationales. RYFMAN Philippe, « Les campagnes « globalisées » des ONG : Les biens publics mondiaux au service de la société civile ? » dans François Constantin (dir.), *Les biens publics mondiaux : Un mythe légitimateur pour l'action collective ?*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 321.

Malgré leur pertinence, les distinctions ci-dessus souffrent d'un problème analytique, que nous retrouvons dans la plupart des typologies, c'est-à-dire qu'une stratégie finit par apporter les mêmes bénéfices d'une autre stratégie. Ainsi, l'objectif du lobbying est également de construire des nouveaux rapports de force ou les résultats de *symbolic politics* coïncident à ceux de *leverage politics*. Les modes d'action des Coalitions incluent toutes ces stratégies. Cependant, chaque mode d'action correspond à plusieurs objectifs stratégiques.

- a. organisation des Rencontres Internationales ;
- b. organisation des conférences-séminaires et publication d'un bulletin d'information ;
- c. pression, lobbying et participation continues au sein des forums et des arènes institutionnelles.

a. Le premier mode d'action est une opération importante afin d'une part d'encourager la formation de nouvelles coalitions nationales, de mobiliser des professionnels et de promouvoir la diversité culturelle auprès du grand public ; d'autre part, de favoriser la visibilité internationale des Coalitions, leur notoriété, ainsi que la socialisation de leurs idées.

La Coalition française - soutenue par le Ministère français de la culture - organise les Deuxièmes Rencontres Internationales des organisations professionnelles de la culture à Paris (du 2 au 4 février 2003). Les Rencontres réunissent près de 100 associations professionnelles en provenance de 32 pays. Les discussions sont marquées par la présence des plusieurs personnalités politiques françaises et étrangères, ainsi Jacques Chirac et Koichiro Matsuura, le directeur général de l'UNESCO. A l'occasion de son discours d'ouverture - en ayant le soutien manifeste des organisations professionnelles -, le Président Chirac propose l'adoption d'une convention internationale sur la diversité culturelle et invite le conseil exécutif de l'UNESCO à inscrire ce point à l'ordre du jour de la conférence générale prévue à l'automne 2003, en vue d'une adoption au plus tard en 2005. Les Troisièmes Rencontres, organisées par la Coalition coréenne pour la diversité culturelle (1-4 juin 2004, Seoul), réunissent 400 organisations professionnelles de la culture, venant de 57 pays et les Quatrièmes Rencontres, organisées par la Coalition espagnole (9-11 mai 2005, Madrid), regroupent 170 organisations, issus de 60 pays. Dans toutes les Déclarations finales des Rencontres, les organisations professionnelles de la culture affirment que les Etats ont le droit et le devoir de mener des politiques culturelles et que les biens culturels ne sauraient pas être réduits à leur seule dimension marchande.

b. Le deuxième mode d'action cherche d'un côté à offrir une sorte d'expertise, clarifiant l'enjeu de la diversité culturelle et de l'autre côté à informer et à sensibiliser les acteurs concernés¹³. Le Comité de liaison pour la diversité culturelle (actuellement la FICDC) publie donc les « Coalitions en Mouvement », un bulletin périodique qui diffuse les dernières informations sur le dossier de la diversité culturelle et les négociations commerciales, envoyé à plus de 700 organisations professionnelles de la culture dans 90 pays. De plus, sachant bien que la majeure partie du travail juridique et politique sur l'élaboration de la Convention s'effectue avant même l'ouverture des travaux¹⁴, les Coalitions organisent auprès de l'UNESCO deux séminaires, destinés à convaincre les Ambassadeurs de la nécessité de soutenir l'élaboration d'une convention internationale. Le premier séminaire, intitulé « *Pourquoi l'UNESCO doit-elle décider d'adopter une convention sur la diversité culturelle ?* » a lieu un mois avant la 32^{ème} Conférence Générale de l'UNESCO, le 12 septembre 2003 et le deuxième sur « *les enjeux de la future convention* » s'est tenu à la veille de la première réunion des experts intergouvernementaux, destinée à travailler sur l'avant projet de convention (14 septembre 2004).

c. Le troisième mode est principalement un instrument de lobbying, de pression interne et de communication de la position des Coalitions auprès des organisations internationales et des gouvernements nationaux. Le Comité de liaison pour la diversité culturelle prend ainsi part aux réunions des experts gouvernementaux concernant l'élaboration de la Convention sur la diversité culturelle, aux Comités intergouvernementaux pour la Convention et est régulièrement invité à intervenir lors des réunions du RIPC. De plus, lorsque les politiques culturelles sont menacées par des tentatives de libéralisation, les Coalitions canadienne et française apportent leur soutien aux professionnels, en envoyant des lettres de désapprobation auprès des gouvernements nationaux (Corée du sud, Mexique) et organisant des conférences de presse (Maroc). Enfin, les membres des Coalitions

¹³ C'est intéressant de noter que les experts participants lors des conférences -séminaires coopèrent également avec le gouvernement français, québécois et canadien ; à titre d'exemples, Hélène- Ruiz Fabri, juriste du Groupe franco-québécois sur la diversité culturelle ; Ivan Bernier, juriste - expert du gouvernement québécois, canadien et de l'OIF par rapport à la faisabilité d'un instrument international sur la diversité culturelle ; Jean Musitelli, ambassadeur de la France auprès de l'UNESCO (1997-2002) et membre du groupe d'experts internationaux pour préparer l'avant projet de Convention sur la diversité culturelle.

¹⁴ LAROCHE Josépha, *Politique internationale*, Paris, L.G.D.J., 2000, p. 138.

effectuent des rencontres régulières avec des ministres, des institutionnels internationaux et des hauts fonctionnaires.

B) Le Réseau international pour la diversité culturelle

En marge de la réunion interministérielle du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC)¹⁵ en 1998, la Conférence canadienne des arts (CCA), - sous l'impulsion du gouvernement canadien - organise une conférence pour les organisations non gouvernementales. En novembre 1998, le nouveau réseau des ONG crée un Comité directeur. En décembre 1999, des ONG, participants dans la réunion d'Ottawa introduisent les questions culturelles dans les contre-assemblées de la conférence ministérielle de l'OMC (Seattle). Lors de la réunion de Santorin en 2000 (en parallèle du RIPC), des ONG décident de fonder le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC), un réseau mondial d'artistes et de groupes culturels, financé largement par le gouvernement canadien.

Le RIDC est un mouvement civique auquel peut se joindre tout organisme non gouvernemental ou individu qui appuie ses principes fondateurs, comme ceux de la protection de l'expression artistique et des politiques culturelles au sein de la mondialisation. Actuellement, le RIDC compte 500 membres, issus de 70 pays et il est dirigé par un Comité directeur transnational composé de membres provenant notamment du Canada, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. A la différence des membres des Coalitions qui représentent des organisations professionnelles d'un pays, les membres du RIDC ne représentent qu'eux-mêmes. Malgré leurs positions communes sur l'importance d'une Convention internationale, les Coalitions et le RIDC développent des relations antagoniques. Le RIDC dispose d'une représentativité plus souple et d'un mandat plus large. Pour ses membres, il s'agit du seul organisme international au service de la société civile en matière de culture, s'éloignant des revendications purement « syndicalistes » des Coalitions. Le RIDC est pourvu d'une vision politique

¹⁵ Fondé sous l'initiative du gouvernement canadien en 1998, le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) compte aujourd'hui soixante-neuf pays. Il s'agit « d'une tribune internationale où les ministres nationaux responsables de la culture peuvent explorer et échanger des idées de manière informelle sur les nouveaux enjeux en matière de politique culturelle et élaborer des stratégies de promotion de la diversité culturelle ».

qui se rapproche à celle des altermondialistes, en exprimant son opposition aux normes et au système de l'OMC et sa sympathie à une autre mondialisation. En affichant une proximité vis-à-vis du mouvement altermondialiste, il conteste la mondialisation néolibérale et marchande, en réclamant une mondialisation des artistes et des créateurs, basée sur le concept de diversité culturelle.

Son action se base moins sur la promotion de la diversité culturelle que sur la définition et la clarification de son contenu. Le principal mode d'action consiste en l'organisation des conférences annuelles en parallèle avec les réunions du RIPC¹⁶, en offrant une sorte d'expertise et de soutien de la société civile aux ministres de la culture. Par suite, le RIDC se considère comme un interlocuteur officiel et « légitime » de la société civile vis-à-vis du Réseau international pour la politique culturelle. Il élabore ainsi une série de documents de travail et de propositions concernant le contenu de la Convention, ses objectifs et ses principes¹⁷.

Les documents de travail élargissent la définition de la diversité culturelle et les objectifs d'une Convention, incluant aussi la protection de la diversité linguistique et des cultures autochtones. Ils mettent largement l'accent sur la garantie du droit des artistes et des créateurs de s'exprimer librement et de travailler en toute sécurité, reflétant la philosophie du Réseau fondée sur le regroupement des individus. A condition que les Etats fournissent les moyens politiques, économiques et techniques, la Convention doit prendre en considération la contribution centrale de l'artiste sur la production des contenus culturels et par extension, elle doit se construire autour des nécessités du créateur et de sa création.

Paragraphe 2 :

¹⁶ Le RIDC organise occasionnellement des réunions régionales pour étudier la diversité culturelle dans l'optique des régions. Il a réussi à organiser trois conférences régionales, destinées aux délégués des organismes culturels. La première s'est déroulée en Inde (décembre 2003), la deuxième aux Etats-Unis (New York, mars 2004) et la troisième en Afrique du sud (avril 2004). Ces conférences offrent une sorte d'atelier de formation concernant l'enjeu de la diversité culturelle.

¹⁷ A titre d'exemples, « Convention sur la diversité culturelle – Contexte et discussion » (réunion en Afrique du sud, 2002) ; « Proposition de Convention sur la diversité culturelle » (réunion en Croatie, 2003) ; Recommandations du RIDC pour le texte préliminaire de la Convention », « Position du RIDC sur la Convention » (Dakar, 2005), voir <http://www.incd.net/resources/archives.html#conferences>.

L'anatomie de la société civile en matière de diversité culturelle

Les deux réseaux transnationaux prennent indéniablement une part active dans la construction de la valeur de la diversité culturelle et de la diffusion de l'importance de l'intervention publique en matière de culture. Pour mieux cerner leur caractère et leur action, il convient de mettre en lumière deux questions strictement reliées : premièrement, les asymétries du pouvoir et des ressources; et, deuxièmement, les liens étroits entre les gouvernements et les réseaux transnationaux.

A) Des asymétries et des inégalités au sein de la société civile

Les inégalités internes (au sein des Coalitions) et externes (entre les Coalitions et le RIDC) sont fortes dans l'accès à la scène nationale et internationale. Il s'avère que la société civile en matière de diversité culturelle n'est pas une entité unifiée et solide, mais elle est marquée par une compétition de ressources et de légitimité.

L'action du RIDC se heurte principalement à sa construction quasiment artificielle qui sert plutôt comme un instrument de légitimation des pratiques du RIPC. Il s'agit moins d'une dynamique sociale auto-entretenu que de la volonté explicite du gouvernement canadien de soutenir les actions du RIPC à travers les Déclarations d'un groupe d'artistes qui confère un surcroît de légitimité et un appui sociétal. Soumis à une certaine manipulation de la part du gouvernement canadien, le RIDC illustre la fragilité d'une société civile dont les ressources financières reposent sur un gouvernement¹⁸. De plus, pour les membres du RIDC, être reçus par un Réseau regroupant les ministres de la culture des soixante pays leur permet d'accéder au statut de représentant de la société civile en matière de diversité culturelle sans se prévaloir d'une base sociale. Le RIDC reste ainsi attaché aux pratiques du RIPC et au financement du gouvernement canadien, incapable de justifier l'efficacité et

¹⁸ Après la mise en vigueur de la Convention sur la diversité culturelle, le RIDC est confronté à des fortes restrictions financières qui l'obligent à réduire ses services et supprimer la traduction de ses documents en français et en espagnol.

l'opérationnalité de ses actions à d'autres instances internationales (OIF)¹⁹ et par la suite de tirer profit d'un soutien financier complémentaire.

Face à la stratégie des Coalitions qui profitent du soutien autant des gouvernements nationaux que des organisations professionnelles robustes, le RIDC reste un groupe d'individus dépourvu de ressources financières, sociales et symboliques. Ses faiblesses structurelles et organisationnelles soulèvent de la question de la représentativité au sein de la gouvernance mondiale. Eu égard à un membership basé sur des organisations professionnelles d'un pays, les Coalitions revendiquent la seule représentation politique internationale de la société civile en matière de diversité culturelle. Aux yeux des acteurs concernés, le RIDC manque d'un mandat pour s'exprimer au nom de la société civile en matière de culture. Malgré la vision particulière de ses membres sur l'enjeu de la diversité culturelle, il semble que sa finalité ne soit que de légitimer le projet d'une Convention internationale et les préférences du gouvernement canadien et des ministres du RIPC par rapport à la sauvegarde du droit légitime des Etats de mettre en œuvre des politiques culturelles. Au contraire, grâce à « leur notoriété, leur capacité de mobilisation et leur reconnaissance des gouvernements nationaux et organisations internationales »²⁰, les Coalitions gagnent clairement le jeu de la représentativité internationale du monde culturel.

Appuyées sur des ressources financières (cotisations, financement du gouvernement canadien, québécois et français) et sociales (représentation de la totalité des organisations professionnelles en matière de culture d'un pays), sur leur neutralité partisane, et sur un répertoire d'action varié, les Coalitions se transforment en acteur non-étatique majeur et principal interlocuteur de l'UNESCO et des gouvernements nationaux sur la diffusion de la diversité culturelle et sur la mise en œuvre de la

¹⁹ En raison de l'origine canadienne-anglophone du délégué général du RIDC (Garry Neil), plusieurs fonctionnaires et membres des Coalitions considèrent le RIDC comme un instrument anglo-saxon qui cherche à saboter le projet de la Convention sur la diversité culturelle.

²⁰ Philippe Braud identifie trois indicateurs pour mesurer la représentativité d'un groupe d'intérêts : « la notoriété, la capacité de mobilisation et la reconnaissance extérieure, par les Pouvoirs Publics ou les medias, de la représentativité alléguée ». BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 6^{ème} édition, 2002, p. 321.

Convention²¹. Elles réussissent à monopoliser l'espace des ONG, à occuper l'espace de la mobilisation pour la cause de la diversité culturelle, ainsi qu'à s'identifier à la société civile quasi-exclusive de la Convention. Remarquons que les Coalitions disposent de ressources nécessaires en vue de se débattre pour la satisfaction de leurs intérêts catégoriels et négocier les termes de leur participation et de leur rôle au sein des arènes et des Forums internationaux. Il s'agit d'un vecteur idéal pour la diversité culturelle, d'une voix sociale qui illustre les valeurs de solidarité, de proximité, de non-marchandisation des biens culturels. Les Coalitions façonnent un réseau d'acteurs fondé sur le partage de valeurs, de stratégies et de discours communs qui travaillent de manière intentionnelle sur l'enjeu de la protection des politiques culturelles grâce à un échange dense d'informations et de services et une activité à la fois opérationnelle et tribunitienne (*transnational advocacy network*). Les synergies, les coopérations, les mises en commun de moyens, d'hommes et de ressources débouchent sur l'émergence d'un véritable réseau de Coalitions qui maximise la démarche de la « solidarité transnationale »²² des organisations professionnelles de la culture en faveur de la diversité culturelle.

Toutefois, supposant l'échange dense des ressources et l'interdépendance, ceci n'annule pas la question de la hiérarchie. Derrière la « société civile mondiale », marquée par l'émergence des valeurs universelles (diversité culturelle) et la construction d'un discours commun, nous rencontrons des relations d'asymétrie de capacités et de répartition inégale de ressources. Ce n'est pas le réseau des Coalitions qui construit les cadres qui résonnent parmi les acteurs d'autres pays (*frame resonance*)²³ mais certains entrepreneurs de ce réseau qui sont chargés de cette tâche politique. Les Coalitions

²¹ Lors des réunions de la Conférence des Parties à la Convention de l'UNESCO ou des sessions du Comité intergouvernemental de la Convention, les délégations du réseau des Coalitions sont toujours les plus nombreuses que des autres ONG. Lors de la première session de la Conférence des Parties, tenue à Paris, du 18 au 20 juin 2007, participent quinze ONG (au total, 33 personnes représentant les ONG). La délégation du réseau des Coalitions se compose de cinq personnes alors que toutes les ONG se représentent de deux ou trois personnes, y compris le RIDC. Lors de la première session ordinaire du Comité intergouvernemental (Ottawa, 10-13 décembre 2007), cinq ONG (au total, 8 personnes) y participent et la Fédération des Coalitions se représente également de quatre personnes. Enfin, dix ONG prennent part au sein de la session extraordinaire du Comité intergouvernemental (au total, 26 personnes représentant la société civile de la diversité culturelle), consacrée au rôle de la société civile sur la promotion et la protection de la diversité culturelle, tenue à Paris, le 24-27 juin 2008. La Fédération internationale des Coalitions se compose de sept personnes, le RIDC se représente de six personnes et toutes les autres ONG ont une présence modeste (une ou deux personnes).

²² DEVIN Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004.

²³ KICK Margaret E., SIKKINK Kathryn, *Activists beyond borders, Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca & London, Cornell University Press, 1998, p. 3.

française et canadienne peuvent jouer sur de multiples registres : l'opérationnalité, la diffusion d'une idée, le lobbying à la fois « interne et externe ». Par conséquent, ces entrepreneurs profitent de leurs ressources, financières, sociales et symboliques, ainsi que de leurs entrées politiques au sein des instances nationales et internationales afin de mettre en place un réseau transnational de revendication qui pèse sur la protection de la capacité des Etats à mettre en œuvre des politiques culturelles et du caractère non-marchand des biens culturels.

En ce sens, produire de l'expertise, envoyer des délégations pour suivre différentes négociations en même temps, exercer une pression sur des instances institutionnelles nationales et internationales, organiser des événements-spectacles sont des activités coûteuses et comme cela inaccessibles à l'immense majorité des organisations professionnelles de la culture des pays africains ou latino-américains²⁴. Au-delà de certains événements médiatiques et de discussions qui ont besoin d'une audience large, la diffusion de la diversité culturelle et l'organisation du mouvement ont lieu au sein de petits groupes de personnes, provenant notamment du Canada, du Québec et de la France. Supposant une société civile internationale en matière de diversité culturelle, il faut admettre l'hypothèse que celle-ci est soumise à des hiérarchies et à des interactions inégales concernant les ressources et les capacités d'action. De ce point de vue, la distinction la plus importante concernant l'enjeu de la diffusion est sans doute « beaucoup moins entre acteurs étatiques et non-étatiques »²⁵ qu'entre ceux qui ont les moyens de mettre en place des forums et des réseaux internationaux ou de peser sur la prise de décision et le fonctionnement des choses, et les autres²⁶.

²⁴ Le fait que les Coalitions française et canadienne occupent une position centrale au sein du mouvement des Coalitions, s'illustre également par le nombre des sites Web, animés par les Coalitions. Parmi les 43 Coalitions pour la diversité culturelle, seulement huit disposent d'un site Web, en langue d'origine de la Coalition respective. Seulement les sites de la Coalition française et canadienne contiennent des archives et des informations sur l'historique, la création et l'action du mouvement et sont traduits en trois langues, l'Anglais, le Français et l'Espagnol.

²⁵ POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque : La naissance d'une « internationale civile », *Critique internationale*, n°13, octobre 2001, p. 166.

²⁶ Par rapport aux inégalités et aux hiérarchies de la société civile mondiale, voir aussi SMOUTS Marie Claude, « La construction équivoque d'une « opinion » mondiale », *Tiers Monde*, t. XXXVIII, n°151, juillet- septembre 1997, pp. 677-693.

B) Des gouvernements nationaux et des groupes culturels : Synergies et réciprocités

Afin de diffuser la diversité culturelle, les milieux culturels acquièrent des modalités et des pratiques qui transcendent les frontières strictement nationales ou européennes. La Coalition française entretient des activités transnationales dans la mesure où le réseau se construit dans l'espace mondial au-delà du cadre étatique national et se réalise en échappant au moins partiellement au contrôle et à l'action médiatrice du gouvernement français. Elle établit une sorte de lobbying transnational auprès de plusieurs arènes institutionnelles et implante des ententes avec nombreux acteurs de la scène internationale, en exerçant une pression de manière horizontale et verticale.

Comme le souligne Zaki Laidi²⁷, la société civile affecte la souveraineté des Etats de trois façons : à travers une fonction d'expertise et d'alerte ; une fonction de dévoilement des préférences collectives ; une fonction d'influence des choix publics à travers une capacité d'entrave, d'infléchissement de ces mêmes choix.

Pourtant, la problématique qui émerge, ne correspond pas à une vision dichotomique de la scène mondiale entre des acteurs non-étatiques en quête d'efficacité et de morale et des acteurs gouvernementaux en perte d'autorité et de légitimité. Loin d'être repli, on constate un redéploiement de l'action étatique conformément aux nouvelles données de la scène mondiale de l'après-guerre froide. Au lieu de l'autonomie de la Coalition française, on est spectateur d'une certaine osmose de légitimité et d'autorité entre le monde gouvernemental et non-gouvernemental qui entraîne un brouillage analytique sur les tâches politiques, les ressources d'action et les effets de pratique des nouveaux et anciens intervenants des espaces internationaux. La synergie entre le gouvernement français et la Coalition française signale plutôt une nouvelle forme d'exercer la politique étrangère -

²⁷ LAIDI Zaki, *La grande perturbation*, Paris, Flammarion, 2004, p. 44.

composée d'éléments différents et nombreux, dotée d'une « diplomatie multiple »²⁸ - qui s'efforce d'établir des coalitions variées et plusieurs fois hétérodoxes²⁹. Pour survivre au sein d'une scène mondiale de porosité et de complexité, les gouvernants français doivent ajouter des nouvelles pratiques aux normes traditionnelles de la diplomatie et réajuster l'action extérieure au phénomène de la multiplication des acteurs en quête de ressources de légitimité. L'objectif de la Coalition française ne consiste pas à transgresser l'action des gouvernements français et canadien et à surmonter les appartenances nationales ; au contraire, sa cible demeure la protection de la spécificité des biens culturels et de la souveraineté culturelle³⁰. Elle est ancrée dans le contexte étatique pour ce qui est de l'objectif de sa stratégie politique car son principal souci est la préservation des ressources distributives et des objectifs réglementaires de l'Etat français. Les professionnels français exercent une forme d'action « co-diplomatique » - fondée sur un rapport *give and take* (donnant-donnant) - largement encouragée par le gouvernement français. Comme au niveau national où les rapports entre le gouvernement et les milieux culturels prennent une forme de réseau politique³¹, sur la scène mondiale actuelle aussi le gouvernement français instaure un dialogue continu avec les milieux culturels français, attribuant à ces derniers le statut d'un interlocuteur et même d'un partenaire au sein du processus de la diffusion de la diversité culturelle.

Il reste qu'à la différence des autres cas d'ONG qui se voient comme de tout nouveaux intervenants dans le processus de prise de décision de la politique étrangère de la France, les autorités

²⁸ DEVIN Guillaume, « Les diplomaties de politique étrangère » dans Frédéric Charillon (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de SciencesPo, 2002, p. 234. « On parlera de diplomatie multiple pour souligner la multiplication des formes et des acteurs de la diplomatie. (...) Cette extension de l'activité diplomatique à des nouveaux acteurs n'est pas d'une nouveauté radicale. Le contrôle de la diplomatie nationale par un organe spécialisé n'a jamais été exclusif. Les évolutions récentes soulignent surtout que si l'Etat demeure un acteur central, c'est un acteur complexe qui agit de moins en moins seul : à la voie diplomatique traditionnelle (*track one diplomacy*) s'ajoutent des méthodes de contacts et de négociations plus informelles entre des acteurs en position non officielle (*track two diplomacy*) ».

²⁹ CHARILLON Frédéric, « Introduction », dans Frédéric Charillon (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de SciencesPo, 2002, p. 21.

³⁰ Comme le résume la formule de Donatella della Porta et Hanspeter Kriesi: « enjeux supranationaux, cibles nationales ». DELLA PORTA Donatella, KRIESI Hanspeter, « Social movements in a globalizing world : an introduction », in D. Della Porta, D. Rucht, H. Kriesi, (ed.), *Social movements in a Globalizing world*, Basingstoke, MacMillan, 2009, p. 3. Voir également sur la transnationalisation limitée des valeurs et des activités des groupes d'intérêt, GROSSMAN Emiliano, SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Collin, 2006, pp. 153-181.

³¹ Voir, RISSE-KAPPEN Thomas, « Public Opinion, Domestic structure, and foreign policy in liberal democracies », *World Politics*, 43, July 1991, pp. 479-512.

publiques et les milieux culturels français ne sont jamais vus comme des environnements isolés et séparés, sans la moindre interaction. Comme dans les négociations du GATT, les relations entre les gouvernants et les milieux français se basent donc sur la réciprocité de sorte que l'un sollicite l'aide de l'autre et *vice-versa*. Les interactions ne se déroulent pas d'une manière linéaire, selon un schéma *top-down* ou *bottom-up*. Au contraire, les échanges sont permanents et simultanés, suivant une convergence entre les acteurs gouvernementaux et les milieux culturels qui influent en permanence les uns sur les autres. Les décideurs politiques français ne sont pas défiés ou concurrencés par les acteurs non gouvernementaux, mais sont plutôt surveillés par rapport à leurs décisions. Leurs relations se manifestent ainsi sous la forme d'une coopération étroite et d'un échange continu. En d'autres termes, le schéma public de coexistence et de proximité entre les autorités publiques et les milieux culturels – qui marque les politiques publiques françaises en matière de cinéma et de culture – se répand et se consolide au niveau international.

Ces acteurs sociétaux, « intégrés » aux mécanismes gouvernementaux, ne visent guère à amplifier leur autonomie par rapport aux pratiques du gouvernement français, ni à banaliser la remise en cause des souverainetés étatiques. Ils tendent plutôt à dénoncer toutes les tentatives de marchandisation des biens culturels et de libéralisation du marché de la culture, prônés par l'OMC, le gouvernement états-unien ou les groupes de télécommunication. C'est plutôt l'émergence d'une alliance à l'origine franco-canadienne-québécoise entre des gouvernements et acteurs non-étatiques qui ambitionnent de construire un cadre normatif comme contrepoids à la force contraignante de l'OMC et à la prépondérance marchande de Hollywood. D'un côté, les Coalitions française et canadienne s'imposent comme un acteur à part-entière qui cherchent à diffuser sa vision et défendre ses intérêts catégoriels sur la scène internationale. De l'autre côté, dans la mesure où l'exception culturelle s'est reconstruite comme une cause internationale à défendre, l'action des réseaux transnationaux paraît incontournable pour le renforcement du dossier de la diversité culturelle au sein des enceintes internationales et pour la persuasion des autres acteurs concernés. La légitimation de la diversité culturelle nécessite la construction d'une « société civile internationale » qui dispose en réalité de ressources, de moyens financiers, ainsi que de capacités liés aux gouvernements nationaux et

se considère comme le partenaire rhétorique de l'implantation d'un pilier culturel de la gouvernance mondiale. D'ailleurs, les gouvernements sont confrontés à un enjeu complexe à vocation universelle. Il n'en demeure pas moins que sans la coopération et l'implication active de la société civile, la protection et la promotion de la diversité culturelle n'a aucun destinataire.

Dans le cas de la diffusion de la diversité culturelle, on ne constate ni une bifurcation entre le monde interétatique composé de *sovereignty-bound actors*, et le monde multi – centré, ou monde des réseaux, composé de *sovereignty – free actors*, l'ensemble des acteurs non – étatiques, ni une interaction entre eux³². Le jeu international sur la diversité culturelle n'obéit pas forcément à une telle logique qui ne résiste pas à l'épreuve des faits ; autrement dit, ni le monde interétatique ni le monde multicentré ne sont perçus comme des ensembles homogènes et unifiés. Chaque acteur collectif est pourvu de ses propres préférences, de ses propres capacités et ressources d'action. Les convergences et les interactions se déroulent dès lors de façon plus complexe en fonction des logiques d'acteur collectif, du contexte et de la nature des enjeux internationaux. Comme le souligne Samy Cohen, « tout dépend de quel acteur transnational il est question, face à quel type d'Etat »³³. La diffusion de la diversité culturelle est perçue comme une constellation stratégique des gouvernements (français, québécois et canadien) et des Coalitions canadienne et française, qui interagissent, en cherchant une visibilité internationale pour leurs pratiques, l'autorité de leurs positions, ainsi que la légitimité réciproque de leurs préférences, dont les intérêts et les ressources sont définis les uns en fonction des autres et leurs modes d'intervention et leurs thématiques convergent³⁴.

³² ROSENAU James, *Turbulence in world politics: A theory of change and continuity*, Princeton University Press, 1990, pp. 292-296.

³³ COHEN Samy, *La résistance des Etats : Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris, Editions du Seuil, 2003, p. 236.

³⁴ Comme le souligne la coprésidente de la Coalition canadienne, « depuis sa création, la Coalition canadienne a bénéficié d'un appui important et soutenu de la part du gouvernement du Canada et du Québec. Sans cet appui, l'émergence du mouvement des coalitions sur la scène internationale et sa transformation en Fédération légalement constituée n'aurait tout simplement pas été possible ». Communiqué de presse, Séville, Espagne, jeudi 20 septembre 2007.

La société civile en matière de diversité culturelle est plutôt une construction politique « équivoque »³⁵ qui sert largement à la satisfaction des intérêts sectoriels. Elle est une construction « autoproclamée »³⁶ par les professionnels de la culture et certains gouvernements dont la finalité et l'objectif sont de peser sur le fonctionnement des choses, la répartition du pouvoir politique et la prise de décision politique à l'échelle internationale.

Pour terminer, trois conclusions doivent se dégager :

Primo, les analyses sur la société civile internationale adoptent une démarche qui intègre toutes les ONG dans la même galaxie normative et pratique. Elles dégagent souvent l'impression que la société civile internationale constitue un ensemble homogène, composé d'acteurs partageant les mêmes valeurs, poursuivant les mêmes stratégies, et entretenant les mêmes rapports avec les autorités nationales et supranationales. Une analyse plus fouillée sur ses trajectoires historiques, ses ressources et ses activités révèle les clivages et la complexité au sein de la société civile internationale en matière de diversité culturelle³⁷. *Secundo*, l'analyse doit également tourner vers les liens institutionnels et normatifs entre les sociétés et les Etats, qui se contentent d'avoir un poids considérable sur l'exercice du pouvoir au niveau international. Nous sous-estimons parfois l'importance de ces niveaux d'analyse, en cherchant dans les normes ou les valeurs partagées par la société internationale des explications directes de conduites des acteurs. Les structures liant les groupes sociétaux à l'appareil étatique sont « des facteurs explicatifs afin de capter le caractère de l'interaction collective à l'échelle mondiale »³⁸. *Terzo*, on ne peut donc pas identifier exactement l'existence d'une société civile internationale en

³⁵ SMOUTS Marie Claude, « La construction équivoque d'une « opinion » mondiale », *Tiers Monde*, t. XXXVIII, n°151, juillet -septembre 1997, pp. 677-693.

³⁶ SMOUTS Marie-Claude, « Société civile et bien commun : les leçons du foret », dans Olivier Delas et Christian Deblock (dir.), *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation*, Bruylant, Bruxelles, 2003, p. 169.

³⁷ Sur les divergences entre les ONG et les altermondialistes, voir COHEN Samy, « ONG, Altermondialistes et société civile internationale », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°3, juin 2004, pp. 379-397.

³⁸ MORAVCSIK Andrew, « Liberal International Relations Theory, A scientific assessment », in Colin Elman, Miriam Fendius Elman (ed.), *Progress in International Relations theory: Appraising the field*, Cambridge, MIT Press, 2003, p. 161.

matière de diversité culturelle, mais on ne peut non plus nier sa force rhétorique³⁹. Sur la scène mondiale actuelle, les gouvernements français et canadien ne disposent pas assez de moyens sociaux et symboliques afin de légitimer et d'imposer un dossier à dimension mondiale. Il leur faut des schémas rhétoriques qui leur offrent une base de légitimation de leur discours et de leurs pratiques au sein du processus de la gouvernance globale. La force rhétorique de la société civile internationale en matière de diversité culturelle apparaît irrésistible. Sans approbation et contribution de la part des professionnels, la diffusion de la diversité culturelle est lacunaire ; en revanche, avec l'évocation rhétorique d'une société civile internationale, la diffusion sera pourvue d'une validité et d'un certificat public international ; avec des demandes sociétales et de la pression des groupes culturels, la diversité culturelle appuie sa légitimité sur une base sociale transnationale. La société civile donne davantage sur le plan symbolique et rhétorique une forte légitimité à la cause de la diversité culturelle en la justifiant par la référence à des valeurs affirmées comme la solidarité internationale ou l'intérêt général. Pour renforcer la Convention en tant qu'instrument d'action publique internationale et la rendre intelligible à tous, le discours politique doit en réalité impliquer un échange global à la fois rhétorique et pratique entre toutes les composantes de la société mondiale. Par ailleurs, les professionnels de la culture du Canada et de la France se rendent compte que l'enjeu de la protection des politiques culturelles dépend de plus en plus des décisions prises au niveau international et est strictement lié à des principes et des idées qui résonnent à une pléthore d'acteurs de la scène mondiale. Leur objectif est de multilocaliser par le bas⁴⁰ le principe de l'intervention publique en matière de culture, tout en intégrant les autres acteurs intéressés à l'enjeu et bâtissant une solidarité non-gouvernementale, transnationale et hiérarchique, en faveur de la diversité culturelle.

³⁹ "I would therefore like to suggest that the concept of global civil society should be understood in terms of its rhetorical function rather than primarily in terms of its theoretical meaning within academic International Relations and political theory (...) we should ask what is done by means of it – what kind of world is constituted, and what kind of beliefs, institutions and practices can be justified, through the usage of this concept? " BARTELSON Jens, « Making sense of Global civil society », *European Journal of International Relations*, vol. 12(3), 2006, p. 372.

⁴⁰ TORNQUIST-CHESNIER Marie, « Le multilatéralisme « par le bas » : L'entrée en jeu d'acteurs non étatiques », Bertrand Badie, Guillaume Devin (dir.), *Le multilatéralisme, nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 166-181.